



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**

**Arrêté préfectoral n° 2025 - 1359 du 24 juin 2025  
mettant en demeure la société PAPREC PLASTIQUES d'évacuer les matières et déchets  
plastiques stockés en dehors du périmètre de son site de transit, tri et traitement de déchets  
de plastiques à recycler qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Verdun**

**Le Préfet de la Meuse,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023, autorisant la société PAPREC PLASTIQUES à exploiter, sur le territoire de la commune de Verdun, un centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler ;

Vu la visite de contrôle du site exploité par la société PAPREC PLASTIQUES effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 21 mai 2025, suite à un incendie survenu le même jour ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé SV/268-2025 en date du 27 mai 2025, établi à la suite de la visite de contrôle précitée et dont copie a été remise à l'exploitant, par courrier recommandé avec accusé de réception le 4 juin 2025, lui permettant, conformément aux dispositions fixées par les articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement, de formuler ses observations auprès du Préfet de la Meuse dans un délai de 15 jours à réception ;

Vu la réponse de l'exploitant reçue par courriel le 20 juin 2025, permettant de lever les observations de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sur l'état des stocks et demandant un délai supplémentaire pour la mise en place de mesures pour le respect de l'article 52 cité ci-dessous ;

.../...

Considérant que l'exploitant stocke une quantité de matières et de déchets plastiques estimée à 149 tonnes en dehors de son site, sur la propriété de la société voisine (parcelles cadastrales BP 0019 et BP 0164) par manque de place ;

Considérant que les dimensions de l'îlot 39 (198 m<sup>2</sup> pour une hauteur variant de 3 à 4 mètres de hauteur, selon la nature du plastique stocké) ne respectent pas les prescriptions de l'article 52 de l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 susvisé et les documents en annexe ;

Considérant que la hauteur totale des casiers de l'îlot 39 dépasse la hauteur du mur coupe feu séparant l'îlot 39 de l'îlot 38 ;

Considérant, de ce fait, que la propagation d'un incendie de l'îlot 39 vers l'îlot 38 est probable ;

Considérant, de ce fait, que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'article 52 de l'arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023 susvisé et ses documents annexes, relatifs à l'organisation et l'aménagement des stockages sur son site ;

Considérant, de plus, que le non-respect de l'organisation et de l'aménagement des stockages de matières et déchets plastiques est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts à protéger au titre du L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, « en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ».

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ de la mise en demeure**

La société PAPREC PLASTIQUES, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux à PARIS (75008), est mise en demeure, pour l'exploitation de son centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler sur le territoire de la commune de Verdun, de respecter les prescriptions de l'article 52 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2023 susvisé et d'évacuer les matières et déchets plastiques stockées en dehors de son site sur la propriété voisine vers une filière autorisée, **sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

### **Article 2 : Procédure administrative**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg, 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- et/ ou recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, Arche de la Défense, Paroi Sud / Tour Séquoia, 92055 LA DÉFENSE Cédex.

En outre, en application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, elle peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le Tribunal administratif de Nancy, peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 place de la Carrière, CO n°20038, 54036 NANCY Cédex, ou par l'application informatique « *télérecours citoyens* » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).


### **Article 4 : Information des tiers**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié, en vue de l'information des tiers, sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée, à titre de notification, à la société PAPREC PLASTIQUES et, pour information, au Maire de Verdun ainsi qu'au Sous-Préfet de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

